L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 18 AOUT 1867. Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $10, par semestre, $6; par trimestre, $4;
Prix d'un exemplaire, 10 cents.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi :
Par an, $6, par semestre, $4.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces transitoires, placées à tour de rôle dans les diverses parties du journal, paieront $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces transitoires de la page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paieront $20 le carré par mois.

Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces auront, sur les taxes indiquées ci-dessus pour les annonces transitoires, tel escompte qu'il sera convenu avec elles; mais dans aucun cas, cet escompte ne dépassera 25 pour cent.

Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents nets la ligne pour chaque insertion.

Une annonce transitoire doit être payée d'avance.

Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées six fois.

Les comptes des personnes faisant régulièrement de nombreuses annonces leur seront envoyés à la fin de chaque mois.

NOUVELLES-ORLEANS:
DIMANCHE MATIN, 18 AOUT.

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en donnée, voir à la page anglaise.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN, LUNDI.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par John Maskew, constable, au No 101, rue Julie, près Camp—Un piano.

Par H. de Fariel, à midi, à la Bourse des Négociants et les Fournisseurs rue Royale—Un terrain situé dans la ville de Bienville, sur la rive droite du fleuve Mississippi, presque en face de la Nouvelle-Orléans.

Par Hale Blakes & Co. au No 91, Passage de la Bourse—Sucre, rue Bienville et Conti—Livres, papiers, diverses installations, &c., qui se trouvent dans le dit magasin.

Par Hoffman & Marks, dans leur salle d'encan—Cashmeres, etc.

Par No 58 de la rue de Chartres—Marchandises variées et de saison et du pays—Lingerie.

Par A. Fisher, au No 66 de la rue de Chartres—Marchandises sèches, habillements, lingerie, chaussures, &c., &c.

Par Louis Stern & Bros, au No 36 de la rue du Champ—Diamants et montres de bottes, oreillers et brodequins.

☞ Achetez vos confiseries et chocolats chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille Levée.

☞ MM. Hoffman & Marks doivent vendre, demain lundi, à 11 heures du matin, dans leur salle d'encan, rue de Chartres, No 35, 120 pièces de nouveau français superfin pour automne et hiver. Les marchands de drap et les tailleurs trouveront là une magnifique occasion, car rien n'a été fait d'importation récente et doivent être très rares maintenant.

Le Temps et les Récoltes.

On n'entend plus parler que du temps et des récoltes. Les correspondances particulières, les feuilles périodiques et les dépêches s'en occupent presque exclusivement. On approche en effet de la saison d'automne, où le planteur doit veiller le fruit de ses travaux, et pour le colon c'est le temps qui précède immédiatement cette saison est la plus critique. Alors on a peur de lui : on l'aime trop ou il ne pleut pas assez ; si la pluie est abondante, on redoute la verse des averses, et s'il fait sec on le redoute également, et, en outre, on prévoit le mauvais temps quand il faudra faire la cueillette. Cela fait qu'on est toujours à craindre quelque chose dans la route carrière de l'agriculteur. Le Sud spécialement exposé aux inconvénients de l'avenir parlons, et cela uniquement en raison de la variété des produits qu'on y cultive. Son sol et son climat, qui sont les plus riches des États-Unis, font souvent sa pauvreté et ne mènent, parce qu'ils permettent toute espèce d'essais agricoles et des spéculations. Si le Sud n'était bon qu'à la production des céréales, on n'entendrait que cela et les récoltes seraient à peu près assurées comme elles le sont dans les Etats où on ne cultive que le blé et le maïs.

Quand nous avions au Sud quelques millions de bras, nous entendions beaucoup moins parler des variations de la température, et rarement on parlait en détail de ce qui n'était pas du ressort de l'agriculture. On savait d'instinct que les récoltes seraient toujours assez bonnes pour maintenir les approvisionnements sur un pied respectable d'abondance : et l'on ne se trompait pas. Les exploitations rurales étaient si étendues, elles couvraient une si vaste zone que leur ensemble offrait à peu près toute chance de prospérité, et le succès, au moins partiel, était toujours sûr. Si une plantation ne réussissait pas, l'autre réussissait : si un Etat n'avait pas été favorisé par le ciel, un autre en avait bien à se plaindre, et un troisième n'avait qu'à le bénir, car on a remarqué que le ciel n'est pas avare pour tout le monde ; s'il ne donne rien ici, il le donne beaucoup et il répand ses faveurs de manière à ne pouvoir toujours nous une pauvreté générale. Il en était ainsi autrefois avec le ciel. Aussi le prix du coton avait il fini par s'établir sur un taux permanent ou sur un taux qui laissait à la spéculation peu de chance.

Aujourd'hui, tout est changé, nous savons parfaitement ce que nous avons quand le travail manquait pas à l'agriculture, et quand l'on se manque, ce travail augmentait rare cause. Au lieu de calculer sur la réduction, on en calcule sur l'extension, et très certainement, si rien n'était été changé à nos conditions de culture, en ce qui concerne le travail, nous aurions en coton aujourd'hui une récolte moyenne de cinq millions de balles.

Cette moyenne, que sera-t-elle désormais ? On ne peut, en ce moment, en avoir même une idée approximative, car deux années de récolte sans guerre ne suffisent pas pour nous instruire à ce sujet. Ce qu'il y a de plus sûr, c'est le fait d'ailleurs des pertes immenses éprouvées par les planteurs qui se sont livrés exclusivement à la culture du coton. Nous n'avons en vue à relater que des désastres sans succès d'aucun côté. Notre Etat a été particulièrement malheureux, et s'il était le plus riche de tous autrefois, il en est aujourd'hui le plus pauvre en raison des inondations fluviales qui l'ont ravagé. Les nouvelles que chaque jour on nous a livrée des campagnes sont désolantes. De longues pluies ont empêché d'exécuter, dans un temps opportun, les travaux nécessaires, et maintenant les cheenilles dévorent le peu de plante qui avaient victorieusement résisté à l'invasion des herbes sauvages.

Aura-t-on fait au moins du maïs ? C'est le conseil que tous les gens sensés avaient donné aux planteurs de cet Etat, où il n'est pas une section de terre qui ne puisse donner, en maïs, une magnifique récolte. Le maïs, on le sait, est la récolte principale du Sud : on le cultive sans une extraordinaire et elle vient sans difficulté. On pourrait même à la rigueur en avoir deux récoltes par an dans les mêmes terres, si les terres étaient plus rares. Mais l'extension de l'Ouest ce qui nous manque le moins, et sans le dresser jamais nous avons assez d'espace pour occuper et au-delà les travailleurs qui nous restent.

Au prix où sont aujourd'hui le blé et le bœuf dans le Nord Ouest, on aurait pu avec les ce faire de fort beaux revenus. C'est par ce moyen que plusieurs Etats du Sud, où le coton n'est pas occupé le premier rang dans les productions du sol, pourront se relever de leur détresse. Le Tennessee, la Virginie et la Caroline du Nord appartiennent à cette catégorie. La le sol et le maïs prospèrent et les accidents de la température atmosphérique rarement ces Etats. Ils ont dans leur modestie agricole plus heureux que le nôtre, où le prix de coton et du sucre les conseillent pas avant longtemps de séduire les cultivateurs.

Certes, pour les Etats cotonniers, l'abolition du travail forcé a été une mesure raisonnée, mais cette mesure n'est pas été fatale si ceux qui nous l'ont imposée fussent devenus nos amis après la guerre. La réorganisation du travail, sur une autre base que l'esclavage, d'après ce que nous voyons, est été facile. On aurait pu se livrer de nouveau à l'exploitation des grandes terres, et les capitaux n'eussent point manqué parceque la confiance fût bientôt revenue.

Et d'ailleurs, on aurait eu, en matière de travail, après émancipation, des précédents qui eussent éclairé notre route. Nous aurions profité comme on le fait dans les Antilles franaises qui ont su éviter le sort des îles anglaises, et qui sont plus riches aujourd'hui qu'avant l'émancipation. Nous aurions fait comme on commence à le faire d'avance dans l'île de Cuba, où l'on prévoit l'abolition et où l'on veut en prévenir les suites ordinaires. De 1860, il y avait déjà plus de 20,000 esclaves dans l'île de Cuba. Chaque année il en arrive plus de 15,000, en sorte que lorsque l'abolition viendra, les exploitations rurales de cette possession espagnole n'en seront pas interrompues au seul jour. Quelque chose de semblable, moins le contrecoup de la guerre, se fit passé au Sud si au lieu de nous dire : Vous êtes subjugués ; votre dette de guerre est double ; l'esclavage n'existe plus ; vous n'aurez pas d'indemnité ; vos esclaves seront vos maîtres ; les navires américains ne seraient pas à l'importation d'engagés indous, et vos digues de fleuve ne seront fréquentées que lorsque vous aurez voté pour aussi qui les ont détruites, on nous eût dit : Vous êtes vaincus, mais pour ne vous demandons que deux choses : la suppression de l'esclavage et un retour dans la Union. Faites de votre dette ce que vous voudrez. Vous recevrez une indemnité annuelle jusqu'à ce que vous ayez recouvert la moitié de prix de vos anciens esclaves, et toutes facilités vous seront données pour l'importation d'engagés étrangers.

Ces dernières conditions étaient celles que demandait l'agriculture pour refleurir, le Sud pour renaître : ce sont aussi les conditions qu'on eut du faire dans l'intérêt de tous les Etats de l'Union, car il était d'un intérêt suprême pour tous les Etats que le Sud continuât à produire le coton et le sucre. La dette encourue par les Etats-Unis pendant la guerre est très lourde, mais elle l'est été beaucoup moins avec nos indemnité accordée au Sud dans les conditions que nous venons de dire, car le Sud est bientôt repris son essor et est rendu au Nord son ancienne balance commerciale. Loin de dégringoler, le Revenu de l'Intérieur s'en fut immanquement accru, et une seule récolte de coton et de sucre eut suffi pour assurer la reprise des payements en espèces. Alors, sans secours extraordinaires, les planteurs de la Louisiane eussent pu reconstruire leurs levées et nous n'entendrions plus gémir sur la pluie, sur le sec ou sur les chenilles, et sur la perte probable de la semence même du coton dans cet Etat et aussi dans les autres.

Elections Conventionnelles.

Nous publions plus loin l'ordre émis hier par le général Sheridan, sur les élections conventionnelles qui sont fixées au 27 et au 28 septembre prochain. Ces élections, comme on le sait déjà, auront lieu pour décider la question de savoir si nous aurons une Convention ou si nous n'en aurons pas, et les tickets conséquemment devront porter à la fois le nom du délégué ou des délégués et l'opinion du votant pour ou contre la Convention.

Le nombre des conventionnels sera de 98 membres, nombre égal à celui de la plus nombreuse branche de la Législature de l'Etat en 1860. Le nombre total des votants enregistrés étant de 127,639, donne une proportion de 1,302 votants pour un délégué.

Les clauses de l'ordre du général Sheridan sont du reste celles du bill passé par le Congrès et ne peuvent être différentes. On se rappelle que tout est laissé à la discrétion des officiers préposés à l'enregistrement : ils revisèrent, ouvrant la loi, les listes d'enregistrement dans les cinq jours qui précèdent l'élection : ils effacèrent de ces listes le nom de toute personne qui n'aurait pas le droit d'y être, c'est-à-dire le nom de toute personne qui aurait été enregistrée indûment et y introduirent le nom de toute personne qui ayant le droit d'être enregistrée ne l'aura pas été précédemment.

L'ordre rappelle que nul pardon ou nulle amnistie ne donne le droit de se faire inscrire à ceux qui en auraient été privés sans cela.

Nous ne devons pas oublier de dire que les commissaires d'élection seraient chargés du maintien de l'ordre aux polls et qu'à cet effet, ils seront investis, pendant les deux jours d'élections, de tous les pouvoirs et de toutes les fonctions d'officiers civils exécutifs, tous les autres officiers civils devant obtempérer à leurs réquisitions quelles qu'elles soient.

Tel est en résumé l'ordre du général Sheridan, ordre dans la teneur se surprendra en rien, mais dont l'apparition hâtive surprendra beaucoup.

QUARANTAINE.—On nous adresse la question suivante :

" A quoi sert la quarantaine, puisque la fièvre jaune est à la Nouvelle Orléans ? "

Nous répondons que la Quarantaine ne peut plus servir à rien, puisque le fléau qu'elle devait prévenir est entré malgré elle, à supposer qu'il ait été importé. Il est donc inutile de prolonger pour cette saison le règne de la Quarantaine. Quant l'Etat fait tous les frais qui s'élèvent, dit-on, à $50,000.

Or, comme l'Etat est encore moins à même que la ville de se livrer à des dépenses inutiles, nous engageons le gouverneur Flanders à conper court à ce luxe de précautions sanitaires entièrement superflues. La suppression de la Quarantaine serait d'autant plus opportune que messieurs les quarantaines refusent, nous assure-t-on, pour le paiement de leurs salaires, non seulement les billets d'Etat, mais encore les billets de ville. S'il en est ainsi, le meilleur moyen de s'acquitter envers eux est de n'avoir rien à leur payer en les congédiant.

COLLÈGE COMMERCIAL DOLBEAR. — Nous apprenons avec plaisir que les hommes employés dans les Presses à Coton, au lieu d'exiger leur salaire fut élevé de 30 c. par balle à $1, ont borné leur demande à un demi-plastre, ce qui sera probablement accepté.

BILLETS DE VILLE DÉTRUITS. — On verra dans une annonce insérée plus loin que, en conformité de vile, conformément à la loi ont détruit hier par le feu à l'usine de gaz une somme de $48,000 en billets de ville de $50 et près de $8,000 en billets de toutes dénominations hors d'état de service, en tout $56,530, ce qui diminue d'autant la somme du papier de ville. Depuis le 12 juin, on a retiré ainsi de la circulation $280,145 75.

FEU. — Vers 5 heures hier soir, l'appentis d'une maison rue des Remparts, No 56, à côté de Bienville, prit feu et, en quelque, suppose-t-on, de la fenêtre d'une maison voisine. Le dommage n'a pas été sérieux, l'incendie ayant été étouffé à temps par ceux qui ont n'a pas eu besoin de donner le signal d'alarme.

VOL. — Un jeune garçon de couleur, nommé William Green, est accusé d'avoir volé livres, papiers, habits et divers autres articles dans le magasin No. 27 de la rue de Canal, jeudi soir. On a repris la plupart des objets, mais le voleur s'est échappé.

FIVRE JAUNE. — Ce fléau qui ne nous avait pas rendu visite depuis 1858, a fait hier, 17 du courant, 3 victimes nouvelles. Il l'importe pour le chiffre qui n'en a fait que 2.

Dernières nouvelles d'Europe.

(Malle du 2 août de France.)

Nous reproduisons, ci-dessous, un grand et solennel article du *Constitutionnel*, dont l'importance consiste en ce qu'il peut-être considéré comme un commentaire officieux de la note du *Moniteur* relative à l'ingérence supposée du gouvernement français dans la question danoo-prussienne. Un des paragraphes les plus étoudés de cet article a pour objet de rectifier les erreurs répandues dans une certaine partie de public sur la façon dont les divers gouvernements européens communiquent, soit entre eux, soit avec leurs propres agents ; c'est un petit cours de diplomatie à l'usage des gens du monde qui n'auraient peut-être rien perdu à être présentés sous forme de catéchisme, par demandes et par réponses. *Le Constitutionnel* nous apprend en outre, dans une courte Note, que l'Empereur et l'impératrice des Français iront prochainement passer quarante huit heures, dans le plus strict incognito, à Saltzbourg, pour donner une preuve de sympathie à l'empereur d'Autriche, à l'occasion de la terrible catastrophe arrivée au Mexique. Il ne serait pas impossible que l'opinion publique, habituée à voir partout du mystère et des finesses, fît s'en tint pas absolument aux explications du *Constitutionnel*, et voulut donner une portée politique à ce voyage.

On lit dans le *Constitutionnel* :

" Nous apprenons que l'Empereur Napoléon ayant exprimé à l'empereur d'Autriche le désir qu'il aurait de lui donner une preuve de sympathie après la terrible catastrophe arrivée au Mexique, il a été convenu que l'Empereur et l'impératrice des Français iraient passer quarante-huit heures à Saltzbourg, en voyageant dans le plus strict incognito.

On lit dans le même journal :

" L'attention du public a été ramenée dernièrement sur la question du Schleswig par un échange de Notes entre les cabinets de Berlin et de Copenhague ; l'idée d'une immixtion diplomatique de la France dans ce débat s'est présentée naturellement aux imaginations, et une foule d'hypothèses diverses ont trouvé leur compte à accréditer l'opinion que le gouvernement français avait engagé sur ce point une polémique avec le gouvernement prussien. Les scènes qui résultèrent le double avantage d'être à la fois bien informées bien intentionnées savent parfaitement que c'était là précisément ce que le gouvernement français était formellement résolu à ne pas faire. Il avait pour cela d'excellentes raisons qu'il serait trop long de développer en ce moment. Les instructions qu'il a envoyées à son représentant près la cour de Prusse étaient conçues dans cet ordre d'idées et exclusivement la pensée d'une ingérence dans les négociations pendantes entre la Prusse et le Danemark.

" Tous les esprits sages en peuvent qu'approuver, dans les circonstances actuelles, les motifs de cette réserve pleine de prévoyance. C'est donc avec raison que le *Moniteur*, lors qu'il a vu attribuer au gouvernement une ligne de conduite directement contraire à celle qu'il voulait tenir et qu'il a tenue, a rétabli la vérité des situations et a déclaré qu'aucune Note n'avait été ni remise ni lue au cabinet de Berlin sur la question de Schleswig.

" Il ne semblait véritablement plus possible d'équivoquer sur des termes aussi clairs. On l'a essayé cependant et on a dit : Ce n'est pas une Note que vous avez été lire, mais une dépêche, c'est le chargé d'affaires de France n'a pas donné lecture d'une dépêche, il a dû au moins en recevoir une.

" Il y a là, d'une part, une singulière ignorance des usages diplomatiques ; de l'autre, un étrange oubli des termes mêmes de la question. La question, en effet, dans ce qu'elle a d'important pour le public, c'est-à-dire pour les relations entre les deux pays, est celle-ci : Le gouvernement français a-t-il engagé une polémique avec le Schleswig avec le gouvernement prussien ? A-t-il fait à ce dernier une communication, soit écrite, soit verbale, exprimant une réponse qui mettait le cabinet de Berlin en demeure de s'expliquer sur ses intentions ?

" —Non, répondent en insistant les plus purs journaux.—Non, a dit explicitement le *Moniteur*.

" Le *Moniteur* n'a pas dit que le gouvernement français n'avait pas fait de dépêches à chargé d'affaires à Berlin. Il est dit une chose parfaitement invraisemblable. Chacun sait que les gouvernements ne se parlent guère plus que journellement à leurs agents dans les différentes pays, des dépêches renferment, soit des renseignements, soit des instructions sur les différentes questions pendantes, mais il n'engagent coudoute en leur langage dans les conversations que, journellement aussi, ils ont avec les ministres des affaires extérieures des communications sont accrédités. Souvent même ils lisent ou communiquent confidentiellement ces dépêches, pour mieux faire connaître les intentions sous de leurs cabinets sur telle ou telle question, ce sont là des actes de courtoisie qui n'ont aucun caractère officiel, c'est à dire qui n'affectent en rien les rapports entre les deux États. Ce qui peut affecter ces rapports, ce sont les demandes d'explication, les mises en demeure qui ne pourraient une véritable importance hors les seules sont consignées dans une Note lue ou remise. Aussi, pour éviter toute erreur, au bas de cha que page nous mettrons le mot : Note ou dépêche, selon des mettre la mention. C'est là ce qu'on appelle une Note. La sécurité des relations internationales repose sur la rigoureuse et observation réciproque de ces traditions.

" On comprend maintenant qu'autant le fait d'une Note est très grave, autant l'existence d'une dépêche ne prouve pas du gouvernement français a son chargé d'affaires est peu de nature à préoccuper l'opinion publique. Ce dont elle pourrait, au contraire, s'inquiéter, c'est que le gouvernement prussien lui même pour ait s'étonner, ce serait de voir, sur des questions importantes, le gouvernement français faire des impressions, se renfermer dans un silence de mauvais augure, et créer ainsi une de ces situations qui se produisent dans les rapports qui exercent toujours un certain état de défiance. Tel les ne sont pas les relations des deux cabinets. Et ce le ce que l'on regrette.

" Nous sommes malheureusement obligés de reconnaître, ainsi que nous l'avons dit plus haut, que des intérêts divers et nombreux s'attachent des deux côtés du Rhin à donner de la gravité à l'opinion, et l'achalandement vraiment incroyable qu'il ont mis à fausser la vérité justifie l'inquiétude que le gouvernement français a mis à la rétablir.

" En effet, tous ceux qui, en Europe, sont hostiles à la Prusse se flattaient que les affaires danoises amèneraient de graves dissentiments entre les deux pays. En Prusse, tous ceux qui sont systématiquement hostiles à la France, ceux qui ne cachent pas l'ardeur avec laquelle ils ont, systématiquement hostiles à la France, ceux qui ne cachent pas l'ardeur avec laquelle ils ont, attendaient également une occasion de préparer, par la mise en circulation du faux rumeurs, un réveil des susceptibilités germaniques. D'un autre côté, ceux qui sont animés de sentiments malveillants ouvers l'Empire ne sont pas de leur part, qui, jusqu'à ce jour, n'ont pas cessé de leur blâmer, n'ont pas désespoir de voir se prononcer le prétexte qui semblait offrir pour inquiéter les esprits et pour accuser le gouvernement de s'engager légèrement dans des complications difficiles.

" Si on ajoute à ce tableau celui du travail occulte des spéculateurs de tous pays, dont les intérêts ne s'accommoderaient pas en ce moment d'une hausse trop rapide des fonds publics, on s'explique plus facilement l'incroyable sympathie par laquelle on a essayé de s'accréditer les loyales et rassurantes déclarations du *Moniteur*.

Correspondance de France.

Paris, 2 août.

La *Gazette de Turin* du 31 juillet appelle l'attention du gouvernement sur la triste et lamentable position de la partie orientale de la Sicile et surtout de la province de Catane. Il faut absolument, dit la *Gazette*, prendre des mesures pour arrêter la marche du choléra qui menace de nouvelles victimes sur victime. On un recontre que des prêtres portant le viatique, et des enterrements qui passent. Les médecins eux-mêmes prennent la fuite et ne savent pas que faire. Le chemin de fer a cesse son service.

A Messine, on ne veut recevoir ni voyageurs ni marchandises de Catane. Aucun bateau à vapeur du commerce ne touche plus au port. Nous a avons qu'une garnison de 300 hommes pour 80,000 habitants. Et, et, ce qui y a de pire, c'est que cette population ignorante s'imagine que le choléra leur est amené par les cavaliers nier et par les Italiens. A Palerme, il y a en recrudescence du choléra.

Un train de plaisir parti de Marseille pour Paris, le 31 juillet, a déraillé entre les gares de Pont-de-Vaux et de Senozan. (Saône et Loire) le matin 1er août, vers quatre heures quarante minutes. D'après les premières dépêches annonçant cet accident, il y aurait eu septmorte et douze blessés grièvement ; le voie était coupée pour des réparations, et le mécanicien du train n'aurait pas aperçu les signaux indiquant l'obstacle.

— On lit dans la *France centrale* :

" Nous connaissons à peu près aujourd'hui l'importance des pertes matérielles occasionnées par l'ouragan des 22 et 23 de ce mois. Dans Bourges seulement, le chiffre s'élève à plus de 60,000 fr. ; il est vrai que l'usine de Manière figure, elle seule dans ce total pour 50,000 fr., et l'Etat (400 peupliers du Canal) pour 9,000 fr. Un marinier, le sieur Nicolas Pigeat, a perdu son bateau, qui a sombré avec lui.

" Au nombre des victimes se trouvent deux marchands épiciers et un clontier habitant tous la rue Mirabeau, qui ont éprouvé une perte de 1,000 fr. en marchandises.

" Dans les communes de Saint-Florent et de Lunery, les pertes en arbres et en dégradations s'élèvent à 2,000 fr. environ.

" Des dégâts beaucoup plus importants ont été occasionnés par la foudre, qui a du tomber un nombre de fois considérable, si nous en jugeons par la multiplicité des sinistres qui nous sont signalés dans le département. Outre ceux que nous avons déjà mentionnés, on en compte au moins une dizaine très sérieux.

" Dans l'arrondissement de Saint-Amand, deux incendies ont éclaté : l'un dans la commune de Bité, l'autre dans celle de Marmagne, et ont causé une perte de 7,000 fr. Rien n'était assuré.

" Dans le Sancerrois, les communes de Méry-le-Bois, de Sainte-Montaine et de Menetou-Ratel ont été fort éprouvées. Le domaine de Lamarchère à Sainte-Montaine, a été complétement détruit, ainsi que les habitations des Gouttes. Le domaine de Poisson, à Menetou Ratel, appartenant à M. Perève, a été la proie des flammes.

" A Méry-le-Bois, une meule de blé et de seigle, composée de 3,000 gerbes, appartenant moitié à M. Henri des Tarneux, moitié à son métayer, a été brûlée. La perte totale de ces divers sinistres s'élève à 15,000 fr. environ. Sur cette somme, 1,900 fr. seulement sont couverts par une assurance.

" Dans l'arrondissement de Bourges, c'est le vent lui a fait la plus de ravages ; la foudre est tombée en beaucoup d'endroits, mais sans occasionner de bien grands dégâts.

—Un journal annonce que le grand édifice construit dans le Champ-de-Mars pour l'Exposition universelle sera conservé définitivement, et que l'on pourra facilement trouver utilisation, et terrain de manœuvres pour l'armée.

Nous sommes autorisés à démentir, dit le *Moniteur de l'Armée*, qu'il n'y a rien de vrai dans cette assertion, et qu'à la fin de l'Exposition le Champ-de-Mars sera rendu à sa destination.

Ce vaste emplacement est indispensable à l'armée pour ses exercices et ses manœuvres, et il serait impossible de trouver aux environs de Paris un espace impropre de son but d'utilisations utilitaires. Si l'on a pu en faire le sacrifice pendant deux ans à un intérêt public considérable, il faut reconnaître que cela n'a pas été sans de graves inconvénients pour l'instruction des troupes de la garnison de Paris.

— On démolit le grand escalier qui avait été adossé au pavillon de l'Horloge du palais des Tuileries à l'occasion des fêtes de nuit données aux souverains de Russie et de Prusse.

Le matériel de l'illumination du jardin est laissé dans le même état ; il sera utilisé pour la fête du 15 août.

Les lignes lumineuses du jardin se raccorderont avec celles de la place de la Concorde et de l'avenue des Champs Elysées, où l'on monte tout l'appareil d'éclairage de la prochaine fête de nuit.

— Ce matin, à onze heures, en la salle Saint-Jean de l'Hôtel-de-Ville, a eu lieu le tirage semestriel des numéros d'obligations à rembourser appartenant aux deux emprunts municipaux de 1855 et de 1860, formant trois séries parallèles n'ayant qu'un seul ordre de numéros.

A ce tirage, 1,303 numéros de chaque série ont été extraits de la roue pour être remboursés à la caisse municipale, à partir du 2 septembre prochain.

Voici l'ordre exact dans lequel sont sortis les quinze premiers numéros primés dans chacune des séries :

Le premier numéro sorti, 24,117, a gagné 100,000 fr.

Les numéros 140,973, —88,315, —125,263,—61,061, ont gagné chacun 10,000 fr.

Ces douze numéros sont : MM Berryer, 225 voix ; Marie, 251 ; Allione, 250 ; Jules Favre, 225 ; Rouher, 245 ; Dufaure, 231 ; Côteland, 211 ; Grévy, 207 ; Victor Lefranc, 197 ; Emmanuel Arago, 196 ; Latour, 191 ; Léon Duval, 186 ; Picard, 179 ; Lucien Grat, 176 ; Leberquier, 175 ; Félix Colmet-d'Ange, 171 ; Cresson, 266 ; Temblier, 164 ; Lachaud, 163.

Les douze avocats ayant obtenu la majorité absolue, ont été les seuls membres du conseil de l'Ordre pour l'année 1867-1868. Ceux qui ont ensuite obtenu le plus de voix sont : MM. Le Chevalier, 159 ; Chaudey, 152 ; Ernest Picard, 141 ; Ernest Desmarets, 139 ; Paul Andriol, 109 ; Crémieux, 107 ; Faillandier, 103 ; Nicolet, 101 ; Dupuich père, 98.

Le second tour de scrutin pour compléter le nombre de vingt et un, aura lieu samedi matin à neuf heures.

Les jongleurs japonais à Paris.

Nous extrayons ce qui suit de la chronique théâtrale du *Moniteur*, signée de Théophile Gautier. C'est au théâtre du Cirque impérial, exploité en ce moment par M. Bouffé, que l'Académie de Musique de la Nouvelle Orléans, que les jongleurs japonais font leurs exercices :

" Il n'y a pas de plaisir plus vif pour nous, qui avons le sentiment de la beauté, et qui, en dehors de notre civilisation des types lointains et bizarres appartenant à une autre branche de la race humaine et à un autre idéal de beauté, que possible. Aussi l'arrivée d'une troupe japonaise authentique nous préoccupait de notre mesure et entretenait longtemps à l'avance notre curiosité et notre impatience qui ne nous est pas ordinaire. C'est une plaisanterie familière aux Parisiens de prétendre que, lorsque nous voyons des Chinois, qui fait des exercices quelconques devant le public, viennent tous de la place Maubert. Cette fois, nous avons pu nous dire que nous avions vu aussi, et pour ce qui nous concerne, nous ne pouvons pas de mieux pour les jongleurs que nous avons vus aussi, et pour les exercices que lui faites, c'est le meilleur compliment au sujet de l'isthme de Suez.

On a bien parlé des pyramides destinées à servir de potence de télégraphe, mais, en ce qui que le Japon, nous trouverait les bonzes du libre-échange, mais de la gymnastique entreprise de M. de Lesseps, pas du tout.

Ce salon-théâtre est un moins étrange et donne la mesure de la merveilleuse humeur japonaise avec laquelle l'Angleterre entreprise cette grande entreprise qui toutefois, contrairement à ses prédictions ou à la malveillance et l'envie avaient la plus grande part.

Mais ce n'est pas de ce dernier maladroit de laisser percer un dépit mal déguisé en laissant dignorer une œuvre qui sera l'une des merveilles du monde, dont l'Egypte tirera gloire et profit, et dont l'Angleterre se vantera plus tard heureuse de se servir pour le passage de ses nombreux navires !

—On avait parlé vaguement d'une grève des ouvriers du port de Londres, ce qui avait été pour les gens qui ont l'habitude de porter du bagage, mais une lettre nous rassure à cet égard.

Les chemisiers se sont réunis dans un banquet fraternel, on a porté de l'amélioration des manches, du perfectionnement des cols, du raffinement des pipes ; on a bu à la chemise sur toutes ses coutures, mais il a été décidé qu'il n'y avait pas lieu à grève.

Les patrons n'avaient donc pas à en découdre avec leurs ouvriers. Tant mieux pour tout le monde.

BULETIN FINANCIER.

Samedi soir, 17 août.

Le marché a été calme. Les seuls changements que nous avons à noter sont une nouvelle faiblesse dans le mouvement ascendant dans la farine. Les prix d'approvisionnement ont été faibles et les ventes ont été faites aux opérations de coton, il est vendu 150 balles, à des prix irréguliers mais plus fermes. Le marché a clôturé au prix d'hier et tendant fortement à la hausse.

Nous remarquons le même statu quo dans le numéraire. Leur a ouvert nominalement à 1/2 % à 1/8 entre 10 3/4 à 9 3/4 et clôture au même taux. Il n'y a presque pas en demande pour la douane et la spéculation a complétement cessé. Les ventes comprennent $ 600 à 180 jours à 2,500 ; $ 4,000 à 60 jours, taux et $2,000 à 139 7/8 — Dans l'argent, $2,000, et demi quatres américaines, en différentes sommes à 1/4 à 1/2 % au dessous du cours. Les cours ont été peu recherchées à 111 1/2 à 112 pour de la monnaie courante et à 3 à 3 1/2 de prime pour de l'or.

Le change étranger a trouvé fort peu d'acheteurs, mais les cours se sont maintenus. Les transactions consistent en 1,000 livres en lettres sur Londres à 109 1/4 ; 1,000 livres en lettres sur Paris à 5,200 livres dito à 5,150—Dans le change sur France, 10,000 francs de banque à 3 62 1/2 ; et 1,000 en change plus court à 3 60 pour de l'or.—Le sterling peut être coté nominalement, 152 1/2 à 153 le No 1 à première classe et 151 1/2 le change de banque. Le change sur France, à 3 67 1/2 le commercial No 1 et 3 65 à 3 62 1/2 le change de banque.

Le change américain, quoique calme a été mieux plus ferme. Les banques ont encore tiré sur New York à 1/2 de prime, une de 1/8 a reçu de la prime sur New Orleans de 5/8. La demande était modérée sur les comptoirs, et il n'est vendu que $4,000 et $10,000 sur New York à vue, à 3/8 de prime, $3,000 et $4,000 à 1/4, $10,000 au même taux et $2,000 à 3/16. Le cours du change commercial, à vue, était, à la clôture, de 9 1/4 à 9 3/8 et 3/8 de prime.

Il n'a eu pas transaction à la Bourse.

Il n'a pas eu de vente de billets de la ville. En l'absence de transactions, nous continuons de coter les consolidés à 86 à 88, et les émissions en faveur de chemin de fer à 76 à 78, suivant les coupons.—Les "sixes" de la Louisiane sont cotés à 58 à 60 ; les bons du chemin de fer de Jackson, première hypothèque, à 72 à 73 ; les bonds du chemin de fer de Jackson à 70 à 72 ; les bons du chemin de fer des Opelousas, première hypothèque, à 51 à 55.

Les billets de la banque ont clôturé mains à 10 à 11 d'escompte les gros, et 3 à 4 les petits, ce qui est une grande amélioration. — Les billets de la banque de la Louisiane ont été offerts à 42 à 41, et ceux du Trésor de l'Etat à 75 à 76.

PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A *L'ABEILLE*

Enregistrement dans la Floride

Enregistrement à Charleston

Enregistrement dans la Caroline du Nord

La presse en Georgie

Mouvement contre l'ordre du général Pope

Lettre de Pope à Grant

Pope veut proscrire une partie des habitants du Sud

Empoisonnement dans un piquenique à Vicksburg

Nouvelles d'Europe.

Elections pour les Conseil généraux en France

L'opposition battue

L'évêque d'Orléans dénonce un complot contre le Saint-Père

Nouvelles du Brésil et de Buenos-Ayres.

Berlin, 17—Il y aura le 34 août des élections parlementaires dans toute l'Allemagne du Nord.

St Petersbourg, 17—L'escadre de Kronstadt est arrivée à Cronstadt. Les courtoisies ordinaires ont été échangées.

Londres, 17 — Le Parlement sera prorogé mercredi prochain.

New York, 17 — Le steamer la Ville de Paris apporte des dates de Liverpool du 7 et de Queenstown du 8.

Les captifs des sauvages sont séparés de l'empereur, à ce qu'il paraît, et les deux partis sont remis sur le pied de guerre. Il est vrai qu'il n'y a pas à craindre qu'ils tombent dans nos mains. Les journaux anglais ne disent pas moins qu'une expédition en Abyssinie est devenue nécessaire.

L'empereur Napoléon devait recevoir les grands corps de l'Etat le 15 et partir pour Salzbourg le 16 ou le 17, pour faire visite à François Joseph.

La Gazette d'Italie dit que les Garibaldiens se proposent de faire un mouvement sur Viterbe.

Une maladie contagieuse, on ne sait laquelle, a fait irruption à Candie. Les navires français sont remmenés de Candie et de la Grèce.

Le sultan est arrivé à Constantinople le 7.

Les élections pour les conseils généraux ont eu pour résultat le succès de 161 candidats du gouvernement et de 64 candidats hostiles de l'opposition. Tous les autres sont neutres.

On croit que des nouvelles scènes seront bientôt ouvertes pour un trafic de commerce entre la Russie et la Pologne.

Il y a eu 3,341 décès causés par le choléra en Suisse jusqu'au 21 juillet. Le fléau perdait un peu de sa violence.

Le choléra sévit sur la Sicile de Palerme et de Syracuse était bon.

Une tromba est tombée sur le village de Pagno, qui a détruit 300 maisons. Quelques personnes ont été tuées et 28 blessées par la chute des murailles. Sur 1,500 personnes, 300 seulement restent.

Une lettre d'Athènes dit que les Turcs déchargent qu'ils fournissent des vivres à plus de 100,000 chrétiens en Crète. Il y a 11,000 réfugiés crétois en Grèce, tous vivant de la charité publique.

Les nouvelles du Rio Janeiro du 10 et de Buenos Ayres du 11 disent que la garnison brésilienne d'Humaita a abandonné la position de Curupaity, sur la rivière. On n'a pas encore de nouvelles du mouvement général, mais l'impression était qu'une grande bataille allait être livrée. Les autres troupes du général Osorio pour tenter le mouvement de flanc dont il a été parlé si souvent, dans le haut du Paraná.

Les batisses du gouvernement à Buenos Ayres ont été en grande partie détruites par le feu. On a découvert des préparatifs de